

## Edito du « Monde » par son Directeur (Jérôme Fenoglio ), le 22 avril 2022

« En ces ultimes instants de campagne présidentielle, la plus grande erreur serait de se laisser distraire par les derniers sondages de l'avant-second tour et les premières manœuvres électorales de l'après. Entre les deux, il y a un vote, dimanche 24 avril, et celui-ci déterminera tout autant la personne qui dirigera la France pour les cinq prochaines années, le cadre républicain des débats que nous tiendrons au sein de notre démocratie, le visage que nous voudrions présenter au monde qui nous entoure. Ce vote déterminera aussi les manières de répondre à la guerre qui sévit sur notre continent, aux crises géopolitiques et sociales qui montent, à la catastrophe climatique qui prend forme. L'ampleur de ces enjeux interdit toute forme de relativisation du scrutin qui vient, tout comme les supputations de l'avant et les calculs de l'après ne sauraient exonérer chaque électrice et chaque électeur de sa responsabilité face au choix qui se présente. Dimanche, il n'existera qu'une seule manière de contribuer à éviter que la candidate d'un parti d'extrême droite, Marine Le Pen, accède au pouvoir : c'est de voter pour son adversaire, Emmanuel Macron, quelles que soient les erreurs qu'il a commises au cours de son premier mandat, quels que soient les griefs que l'on peut former contre sa politique, quelle que soit sa responsabilité dans la présence du Rassemblement national (RN) à ce second tour. Ni le vote blanc ni l'abstention ne seront d'une quelconque utilité pour préserver notre pays de l'irréversible.

Pour décrire ce qui pourrait advenir si Marine Le Pen devenait présidente de la République, la comparaison avec la Hongrie de son inspirateur, le premier ministre Viktor Orbán, a été souvent utilisée. De fait, l'érosion de la liberté de la presse, l'abaissement de l'Etat de droit, l'affaiblissement des institutions seraient bien à l'ordre du jour. Mais le parallèle avec un pays de 10 millions d'habitants, quelles que soient ses qualités, est très insuffisant pour décrire la déflagration mondiale que constituerait le basculement de notre nation du côté de l'illibéralisme. La France, puissance nucléaire dotée d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, pilier de la construction européenne, n'est pas tout à fait la Hongrie.

Pour mesurer les risques encourus, il faut regarder un peu plus à l'est du continent, du côté de la Russie de Vladimir Poutine, à laquelle M<sup>me</sup> Le Pen s'est liée par son admiration proclamée à maintes reprises, et par un emprunt bancaire. Il faut considérer la triple impasse dans laquelle le despote a enfermé son pays. Le nôtre serait soumis au même clanisme d'une clique centrée sur ses propres intérêts, qui a toujours procédé par des purges pour garder le contrôle de sa petite entreprise politique familiale. Il serait voué au même isolement international, que le rapprochement avec des gouvernements populistes, suggéré par M<sup>me</sup> Le Pen, ne compenserait pas bien longtemps. Il suffit de constater à quelle vitesse la Pologne vient de s'éloigner de la Hongrie, après l'agression de l'Ukraine, pour se convaincre que ces conglomérats d'égoïsmes nationaux ne restent jamais cohérents. Enfin, notre pays serait exposé aux mêmes ferments de haine et de violence contre des pans entiers de sa population.

A l'évidence, il ne s'agit pas, ici, de laisser croire que tous les électeurs de Marine Le Pen sont conscients des périls dissimulés derrière la posture protectrice affichée par la candidate. Mais cela ne peut être le cas des adversaires de longue date de l'extrême droite, avertis par l'histoire et par la nature, inchangée, du RN. C'est pourquoi, à rebours de nombre des responsables de la gauche qui ont formulé des consignes sans ambiguïté, Jean-Luc Mélenchon a eu grand tort de déclarer récemment qu'il était « assez *secondaire* » de savoir qui, de M. Macron ou de M<sup>me</sup> Le Pen, se trouverait à la tête d'un exécutif dans lequel il souhaite s'imposer comme premier ministre. De la part d'un candidat qui avait exclu le vote RN au soir de son élimination de justesse au premier tour,

cette banalisation est malvenue. Même si le nombre des suffrages qui se sont portés sur lui déborde très largement du noyau historique des « insoumis », cette érosion du réflexe républicain, qui revient à se décharger sur d'autres de la responsabilité d'éviter le pire, est aussi inquiétante que risquée.

Toutefois, la gauche est loin d'avoir le monopole de ces réticences. A droite, nombre d'élus ont également fait comprendre qu'ils enjambraient volontiers ce second tour, et toutes les clarifications qu'il exige, pour mieux se positionner dans la bataille suivante, les législatives. Ce calcul, tourné vers l'après, est d'autant plus coupable qu'il prolonge l'irresponsabilité de l'avant, ces longs mois où l'extrême droite, celle d'Eric Zemmour d'abord, n'a cessé de bénéficier de toutes ces attentions qui ont contribué à placer Marine Le Pen dans la situation inédite où elle se trouve à la veille de ce second tour. Cette complaisance est passée de chaînes de télévision en grands journaux, et parfois même sous la plume d'intellectuels dont nous avons, à juste titre, pointé les ambiguïtés.

Elle se poursuit encore aujourd'hui sous la forme d'une contestation du terme « extrême droite » appliqué à une candidate dont le programme démontre pourtant qu'elle n'a pas modifié les fondamentaux de son parti. Un étonnant monde inversé s'est ainsi mis en place, où Marine Le Pen peut se prévaloir, contre toute vraisemblance, d'être la candidate de la « *concorde* » et de la « *fraternité nationale* », celle qui peut « *recoudre la France* ». Où le travail d'enquête et d'approfondissement, le rappel de l'histoire, la mise en perspective par des comparaisons internationales, qualifiés de «  *paresse intellectuelle* », sont moins pris en considération que le commentaire en boucle sur la surface des choses. Dans ce monde renversé, certains intellectuels ne jouent plus leur rôle d'éclaireurs du débat ou de défricheurs d'idées depuis assez longtemps déjà, ils se satisfont de porter ce qu'ils présentent comme la parole d'un peuple qu'ils ne connaissent pas.

Pour la droite classique, la sanction de cette complaisance au discours extrémiste a été sévère. Elle s'est soldée par la disparition quasi complète d'un électorat qui s'est réparti, au premier tour, entre les votes Macron, Zemmour et Le Pen. Dans l'incapacité de défendre sa vision de la société, le bord politique qui pensait enfin avoir remporté la bataille des idées se retrouve réduit, au second tour, à regarder les deux finalistes courtiser les électeurs de Mélenchon.

« *Celui qui gagne la présidentielle, c'est celui qui impose sa question, à laquelle il a la réponse* », avait déclaré, cet hiver, le candidat de Reconquête !. A l'évidence, Eric Zemmour n'avait pas la bonne question, pas plus que Marine Le Pen n'a la bonne réponse. Des pans entiers du programme de la candidate tentent de résoudre les questions sociales qu'elle affiche comme sa nouvelle préoccupation par la recette immuable de son parti : la mise à l'écart des populations immigrées.

Pour ne prendre qu'un exemple, dans le domaine du logement, la candidate entend régler la pénurie d'offre sociale par la résiliation du bail de plus de 500 000 foyers de locataires étrangers, légalement présents en France. De deux choses l'une : soit cette mesure est inapplicable, et Marine Le Pen ne réglera aucun des problèmes qu'elle prétend prendre en considération, le logement social pas davantage qu'un autre. Soit elle est mise en œuvre avec une brutalité incompatible avec les valeurs élémentaires de la République. Cet apartheid de fait s'ajouterait au viol des institutions et au chaos dans l'économie et la société.

Face à l'éventualité de tels actes honteux, il importe que tous les démocrates établissent une claire hiérarchie des périls qui menacent notre pays et qu'ils se mobilisent afin que la candidature de Marine Le Pen soit repoussée avec le plus grand écart possible. C'est le seul calcul qui compte à la veille de ce second tour pour, au moins, empêcher l'extrême droite de défaire le pays. »